la cause du peuple

N°33 décembre 2018

Le journal des luttes du peuple

Dans la rue, les usines, les écoles, les quartiers



POUR UNE LUTTE DES MASSES!

l'éditorial

Le mois de novembre est passé, et le moins qu'on puisse dire, c'est que les gens en ont ras le bol. Entre celles et ceux qui galèrent à trouver un boulot, et celles et ceux qui chaque matin doivent se lever pour aller bosser pour un taf pour lequel ils seront payés à peine suffisamment pour pouvoir survivre au prochain mois, on est tous et toutes dans la même situation.

Alors bien sûr, ce mois-ci nos rédacteurs et rédactrices (et nous espérons, nos lecteurs !) étaient parmi celles et ceux qui ont bloqué les routes, les raffineries et les centres commerciaux. Nous avons bloqué partout, et nous sommes bien contents que cela ai permis de faire émerger un mouvement populaire d'une telle ampleur ! Mais notre révolte ne peut se limiter à ce mouvement : nous devons l'étendre, la faire pousser dans nos quartiers, dans nos usines, dans nos boites. La grève générale est plus que jamais à l'ordre du jour. Et l'objectif que nous devons nous fixer, ce n'est pas de repousser une loi, de « montrer que le peuple est là », mais bien de foutre en l'air ce gouvernement pourri et par extension le système d'exploitation dont il est le représentant !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la situation est extrêmement tendue, l'acte IV se déroule ce week-end et il est clair que se joue un tournant dans la lutte. De plus en plus de secteurs rejoignent le mouvement, sous différentes formes, avec différentes revendications, mais on voit partout que le torrent se transforme en fleuve prêt à tout emporter avec lui.

Les centrales syndicales ont été en dessous de tout dans cet authentique mouvement populaire et dès qu'elles en ont eu l'occasion, elles ont répondu à l'appel de Macron de dénoncer les violences. Comme de bons petits chiens de garde. C'est honteux et cela est combattu très fortement et fermement par la base, voir par des des UD entières comme c'est le cas pour la CGT dans les Bouches du Rhône.

En revanche, les syndiqués de base ont de leur côté compris l'enjeu de cette mobilisation. Il ne s'agit pas de mettre en avant son syndicat mais bien de s'organiser pour pousser cette lutte encore plus loin, pour faire en sorte d'élargir le mouvement, de mettre en place la grève générale et d'atomiser la frange réactionnaire et fasciste dans le mouvement. Nous voyons bien qu'il est plus que nécessaire de continuer nos efforts pour reconstituer un véritable syndicat de lutte de classe, un syndicat rouge.

La violence de masse de ce mouvement est ce qui peut le faire gagner. Elle ne vient pas de « professionnels de la casse » ou autres conneries que peuvent bien déblatérer les politicards. Elle vient de partout, des jeunes et des vieux. Et il faut se méfier de ces Gilets Jaunes qui travaillent avec les préfectures et les flics pour « garantir des manifestations pacifiques » comme on peut le voir à Clermont-Ferrand. Ces Gilets Jaunes là n'ont rien compris et ne veulent pas que le mouvement gagne. Mais nous, nous voulons gagner, pas seulement lutter !

Il y a aussi les centrales syndicales qui veulent jouer les services d'ordre. A ceux là on leur dit, « soit vous venez du même côté de la barricade que nous, soit on vous considérera comme des flics infiltrés dans le mouvement, c'est à dire des ennemis ». Rien n'arrêtera la colère du peuple, pas même les blindés, le GIGN ou autres forces spéciales qui protègent l'ordre établi.

Beaucoup de flics rapportent avoir été proches d'ouvrir le feu samedi dernier (acte III). Il y a donc fort à parier, sans jouer les oiseaux de mauvaise augure, qu'il y ait des morts ce samedi. Si jamais ce genre de tragédie devait arriver, le mouvement devra agir en conséquence. La colère ne s'est pas encore exprimée complètement et c'est bien ce qui leur fait peur !



Il y a déjà eu trop de morts, de blessés grave, de mutilés. La justice aussi se déchaine et emprisonne à tout de bras. Mais leur répression ne fait qu'alimenter notre haine de classe et notre détermination !

Tous et toutes unis dans la même lutte !

Abattons le système, le pouvoir aux travailleurs et travailleuses !

Organisons nous plus solidement encore !

Resserrons les liens et préparons nous à défendre plus fermement le mouvement face à la répression !

sommaire

Hommage

★ A notre Camarade Pierre *(p.3)*

Gilets Jaunes

★ Le mouvement des GJ (*p.4*)

★ Si tu veux mon avis… (*p.6*)

★ Incendie à Riom *(p.7)*

★ A la Réunion *(p.7)*

Lutte de classe

★ Fermeture de PSA St Ouen *(p.8)*

★ Arrestation de Carlos Ghosn *(p.8)*

★ Interview sur la grève à Paprec *(p.9)*

★ Immeubles effondrés à Marseille *(p.13)*

Résistances

★ Sur la marche féministe du 24 nov *(p.14)*

★ Itw d'un Camarade de la GALE *(p.15)*

International

★ A l'intérieur d'un camp maoïste *(p.18)*

★ Philippines : répression (*p.20*)

★ Itlie : arrestation d'une Camarade (*p.20*)

Culture

★ Sur la drogue (*p.21*)

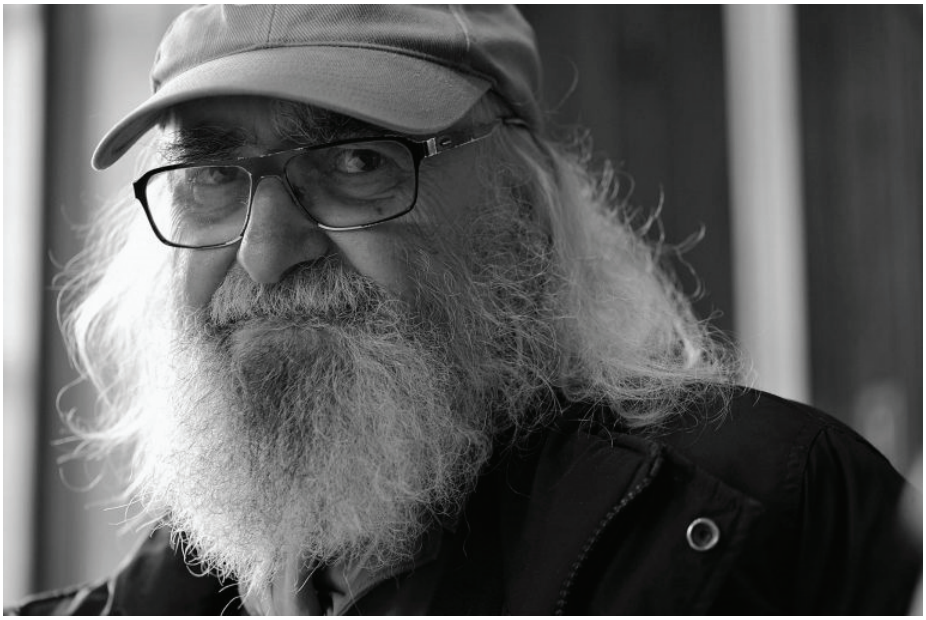
★ Sur la discipline et le sport (*p.22*)

★ Citroën, Jacques Prévert (*p.24*)

Anniversaire du décès du Camarade Pierre

Le Camarade Pierre, grand artisan de la relance de notre journal en 2010, qu'il distribuait déjà avec la Gauche Prolétarienne 50 ans plus tôt, est décédé il y a un an. Militant et dirigeant communiste et syndical, nous partageons ci-dessous l'hommage de ses camarades du Parti Communiste maoïste

A notre Camarade Pierre



Voilà un an que notre Camarade Pierre est parti. Et sa présence à nos côtés nous fait défaut, c'est certain. Il aurait été là au sein des Gilets Jaunes, lui qui avait une foi totale dans le pouvoir des masses. Il aurait été sur les blocages et au cœur même de la révolte car malgré son âge avancé, rien ne lui faisait peur. Il aurait dit « les gaz lacrymos, ça pique un peu au début mais on s'habitue vite ! ». Il aurait soutenu sans faille la juste révolte en cours. Il aurait couru de manif en manif, de blocages en blocages. Il aurait combattu ouvertement, « devant les masses » comme il disait, les éléments réactionnaires présents dans le mouvement. Lui qui s'était politisé avec mai 68, il aurait été fier de voir cette révolte de la classe laborieuse 50 ans plus tard.

Les jeunes Camarades qui n'ont pas -ou trop peu- connu notre Camarade Pierre doivent s'inspirer de l'énergie qu'il nous a transmis. Un engagement sans faille et permanent au coeur de la lutte des classes et en lien étroit avec les masses. Une confiance absolue dans les masses populaires pour reconnaître leurs amis et combattre leurs ennemis. Notre Camarade Pierre avait foi dans la capacité des masses à se révolter, d'apprendre en très peu de temps les rouages de la lutte des classes, comme cela s'est produit autour de lui à de nombreuses reprises.

Cet engagement personnel et cette confiance dans les masses ne viennent pas de nulle part. Cela découle de l'idéologie que notre Camarade Pierre avait fait sienne : le marxisme-léninisme-maoïsme. C'est à dire l'idéologie de la classe ouvrière à travers le monde, l'idéologie du prolétariat international. Toute sa vie il a cherché la voie juste, cherchant à approfondir sa connaissance de l'idéologie, non seulement en étudiant la théorie mais surtout en la mettant à l'épreuve de la pratique ; au travers d'un long chemin tentant inlassablement de regrouper autour de lui de nouveaux et nouvelles Camarades sur une ligne juste, la ligne de la reconstruction d'un Parti Communiste authentique, un Parti Communiste maoïste.

Ce faisant, il a nagé toute sa vie à contre-courant, a affronté les réactionnaires, a participé au niveau international à la reconstruction du mouvement, a organisé des jeunes malgré la grande différence d'âge, leur montrant la voie en allant là où la classe ouvrière vit, travaille et lutte : sur les piquets de grève, les occupations d'usine, au cœur même de la révolte des banlieues de 2005, sur les marchés des quartiers populaires, dans les foyers de jeunes travailleurs, dans les foyers de travailleurs immigrés, dans les logements occupés, …

Partout, dans toutes les rencontres, il appuyait la nécessité d'édifier un Parti Communiste authentique, un Parti Communiste maoïste, se développant dans le feu de la lutte des classes, préparant la Guerre Populaire, processus prolongé devant mener à la victoire de la classe ouvrière et des masses populaires sur la bourgeoisie impérialiste. Aux Camarades internationaux qu'il rencontrait, il répétait avec détermination : "Construisez le Parti ! ".

Aujourd'hui, dans la révolte des Gilets Jaunes, il aurait été le premier à aller clamer la nécessité du Parti pour que cette révolte se transforme en révolution. Et évidemment il aurait eu raison.

Malgré sa cruelle absence, cette tâche est portée par ce qu'il appelait « la relève ». Oui Camarade Pierre, chaque Camarade du Parti a bien conscience de la nécessité de continuer le combat de toute une vie : affirmer dans la théorie et dans la pratique la nécessité du Parti Communiste d'aujourd'hui, le Parti Communiste maoïste, « ne pas mettre le drapeau dans la poche » comme tu disais. Quelles que soient les circonstances, quelle que soit l'adversité, il n'y a qu'une voie à la libération de notre classe -et par conséquent de l'humanité toute entière- la révolution prolétarienne. Nous assumons donc notre rôle, dans la révolte des Gilets Jaunes en cours bien sûr, mais également dans sa continuité, qui prendra nécessairement bien d'autres formes.

Camarade Pierre, présent !

Continuons l'édification du Parti Communiste maoïste dans le feu de la lutte des classes en lien étroit avec les masses !

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme, l'idéologie qui guide notre action au quotidien !

Gilets Jaunes
Le mouvement des Gilets Jaunes

Initiative individuelle devenue virale sur internet, refus des centrales syndicales d'y participer et récupérations électoralistes et fascistes de la part des parlementaristes bourgeois opposés au gouvernement, le mouvement des « Gilets Jaunes » ne laisse personne indifférent. Il touche un nombre relativement massif de personnes (comparable aux mobilisations interprofessionnelles de ces derniers mois) depuis le 17 Novembre, où les quelques dizaines de milliers de personnes du matin se sont transformées en centaines de milliers lorsque les gens ont vu que ça « avait pris ». Important dans les villes moyennes, les zones périurbaines et proches de la ruralité, et moins dans les très grands centres urbains, le mouvement des gilets jaunes est différent des mobilisations sociales récurrentes ces dernières années.

Autoproclamé « apolitique », ce mouvement est soumis à l'hégémonie bourgeoise de la société : des témoignages rapportent des mots d'ordres d'unité avec les patrons et les forces de répression contre l'État et des exemples de tracts et revendications comme « baisser les charges » ou « faire maigrir l'État ». D'un autre côté, la grogne légitime issue du prix de l'essence va bien plus loin, et les voix que l'on entend le plus sur place se soulèvent contre le coût de la vie pour les classes populaires, par rejet du gouvernement, des élections et même parfois du légalisme. Pour beaucoup de personnes, c'est une première mobilisation, pour d'autres, comme des syndicalistes locaux, c'est un mouvement à mener pour qu'il ne devienne pas dirigé par la droite ou l'extrême-droite.

En effet, la diversité de cette mobilisation se trouve dans le fait qu'elle mobilise plusieurs classes. Les bourgeois, comme les directions syndicales patronales du transport, ou les magasins qui fermaient leurs pompes à essence ce jour là, peuvent trouver un intérêt direct dans cette mobilisation contre la taxation de l'État qui rogne sur leurs marges. Leur force de classe leur permet d'avoir des leviers de négociation que les gilets jaunes n'ont pas pour gagner des programmes d'exonération des taxes sur le pétrole. La mobilisation politique de ces forces bourgeoises et petites bourgeoises est également à noter. Depuis la gauche sociale-chauvine (France Insoumise) jusqu'à la droite (LR) et aux fascistes (tant dans le parti électoraliste RN que dans les groupuscules de terrain), tous ont été présents au début. Localement, à Rouen (génération identitaire), Marseille ou Lyon (bastion social) par exemple, les fascistes ont tenté une prise de direction en surfant sur « l'apolitisme ». Dans les deux derniers cas, ils n'ont réussi qu'à se bloquer eux-mêmes (fermant courageusement leur local en protestation !) et à être rejetés de la mobilisation Dans les week-ends suivants, ils ont été rejetés plus directement et violemment : le 1er décembre ce sont des drapeaux fascistes qui ont été brûlés et des leaders d'extrême-droite virés des manifs. Pareil pour les électoralistes : Marine le Pen a lâché le mouvement après les violences et la droite s'affole pour appeler à l'État d'urgence. Les masques tombent.

La contradiction de classe dans le mouvement des gilets jaunes est donc saillante. A Nancy par exemple, la foule s'est réjouie que le blocage ait entraîné 160 000€ de pertes pour un centre commercial. Dans la région Montpelliéraine et à de nombreux autres endroits, des opérations de péage gratuits ont été mises en place, soulageant financièrement de nombreuses personnes des masses pour qui le transport est un coût majeur. Avec l'intensification du mouvement dans l'après-midi, des affrontements avec la





police, plus d'une centaine d'arrestations, et des feux de protestation sur des ronds points sont également apparus localement, montrant dans certains cas les limites de la « sympathie » envers des forces de répression beaucoup moins virulentes que face aux syndicats. Sur l'île de la Réunion, des émeutes ont agité la nuit du 17 au 18, notamment dans le quartier de Vauban.

Le manque d'organisation provoque l'explosion des contradictions au sein de la société toute entière. Sous leur forme la plus violente, on a pu voir des forçages de barrage, des accidents (ayant entraîné un décès le 17), de nombreux blessés et des agressions sexistes, racistes et homophobes. Peu de jeunes au début, mais les lycées se sont mis en action dés le 30 Novembre par des blocages. La parole des gilets jaunes révèle bien plus que ce que les fascistes tentent d'imposer en poussant des mots d'ordres racistes sous prétexte d'anti-Macron. Une vraie conscience écologique par exemple, reprochant l'hypocrisie d'une taxe sur les masses, dont les industriels pourront s'extirper, et des mots d'ordres de classe comme la lutte contre les faibles salaires et les faibles retraites, qui font écho à ce qu'on entend des syndicats.

La suite des événements nous dira ce que peut et ce que ne peut pas le mouvement des gilets jaunes. La frange la plus bourgeoise et réactionnaire du mouvement, les patrons routiers et les forains, a gagné ses remises d'impôts, et la droite et les fascistes appellent de manière générale au calme. La base du mouvement qui a continué les blocages jusqu'à aujourd'hui a réadopté des tactiques qui rappellent celles des syndicats lors des grèves : blocages de



dépôts pétroliers, de centre commerciaux, nouveaux péages gratuits. La police a été affrontée et débordée le 1er décembre, où Paris a connu un déferlement de Gilets Jaunes dans son cœur bourgeois. La victoire large contre ce gouvernement et contre la bourgeoisie ne peut passer que par là, par la capacité des masses à lever le masque sur les intérêts des bourgeois, et à mener elles-mêmes leurs luttes, dans ce cas-ci économiques : contre la vie chère et les bas salaires.

Article rédigé le 19 novembre

Si tu veux mon avis…

Si tu veux mon avis, le fait pour le gouvernement de prendre des mesures d'urgence pour aider les entreprises affectées par les blocages économiques, c'est révélateur du rôle de l'État sous le capitalisme.

Là on a un gouvernement qui prend des mesures d'urgence pour compenser les pertes des entreprises dues aux blocages économiques diablement efficaces des gilets jaunes. Et si on observe la temporalité, on se rend compte que ces mesures, très favorables aux entreprises, et tout particulièrement aux grandes entreprises, sont prises en même temps que les réponses de Macron et d'Édouard Philippe aux gilets jaunes. Alors d'un côté, on a un gouvernement qui joue la fermeté avec des gens qui vivent dans la misère et qui n'en peuvent plus, on a Macron qui leur propose une aide pour changer de fenêtres et une "concertation de trois mois", on a Édouard Philippe qui nous explique que "l'État n'a pas d'argent" et que le SMIC ne sera pas augmenté, et de l'autre on a un gouvernement qui cède à toutes les exigences du patronat et qui est prêt à tout pour faire en sorte que la bourgeoisie ne perde pas le moindre euro.

Il faut tout de même noter que c'est le PDG de Carrefour qui avait le premier demandé au gouvernement de prendre des mesures car Carrefour a perdu des sous du fait des blocages, et quand on voit les mesures annoncées par Bruno Le Maire, on ne peut que constater que le gouvernement a accédé sans difficultés aux demandes de Carrefour.

En fait, c'est le rôle même de l'État dans le cadre du capitalisme qui s'illustre ici. Macron n'est pas plus ou moins capitaliste qu'un autre Président, tout au plus il assume de mener une politique directement au profit des riches contrairement à ses prédécesseurs qui faisaient la même chose mais sans l'assumer. L'État, dans le cadre du capitalisme, a pour rôle premier de servir les intérêts de la bourgeoisie, de faire en sorte que cette bourgeoisie se maintienne au pouvoir et gagne un maximum de fric. Cet État dispose d'un bras armé, la police, dont l'un des rôles est de réprimer toute révolte contre le système capitaliste, cet État dispose également d'administrations qui se mettent toutes au service du capitalisme à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, on le voit aujourd'hui avec les régions, les départements et les communes qui aident les entreprises à se développer.

Finalement, contester la politique anti-sociale menée par Macron ne doit servir qu'à une chose : instaurer un rapport de force avec l'État et avec la bourgeoisie dans le but de gagner de nouveaux droits et de s'organiser afin d'avancer vers la Révolution. Il y a des luttes importantes qui se jouent aujourd'hui pour vivre dignement, pour obtenir de meilleurs salaires, pour ne plus travailler dans des conditions déplorables, pour ne plus galérer à boucler les fins de mois, ces luttes sont primordiales mais elles doivent servir un intérêt plus large, de plus long terme : celui de la Révolution, celui de la prise de pouvoir de la classe ouvrière par la force afin de renverser définitivement le système capitaliste, afin de mettre en commun les moyens de production afin que la classe bourgeoise ne soit plus jamais en mesure d'exploiter la classe ouvrière. Si nous menons uniquement des luttes pour de meilleurs salaires, pour de meilleures conditions de travail, pour sortir de la misère, nous nous condamnons à la défaite et à devoir mener encore et encore ces luttes, inlassablement, car la bourgeoisie finira toujours par reprendre ce qu'elle a donné pour apaiser les tensions, car la bourgeoisie est toujours avide de profit et de domination.

Face aux injustices sociales, on a raison de se révolter, face au système capitaliste : une seule solution, la Révolution !



Riom : Incendie du Centre des Finances par les Gilets Jaunes



Le 1er décembre, c'était les beaux quartiers de Paris et les voitures de luxe qui brûlaient en Île de France, et les préfectures ailleurs, comme au Puy-en-Velay.

C'est à nouveau en Auvergne que les Gilets Jaunes ont cette fois visé directement un bâtiment de l'Etat, le Centre des Finances Publiques. Des pneus ont été allumés dans la nuit du 4 au 5 décembre, faisant flamber la façade et le système de sécurité des portes. Le bâtiment est par conséquent inutilisable.

Ce sont les journaux régionaux France 3 Auvergne et La Montagne qui ont rapporté cette histoire. France 3 mentionne un communiqué de presse et une revendication de Gilets Jaunes.

"Par l'incendie symbolique du centre des finances publiques de Riom, nous lançons un appel à tout le peuple qui n'en peut plus de se tuer au travail pour des salaires de misère, qui n'en peut plus d'être taxé par l'État qui redistribue notre argent aux plus riches". "Cet État n'est pas le nôtre, le peuple n'a aucun pouvoir de décision. Cet État est au service d'une poignée de grands bourgeois qui profitent de notre travail", écrivent les auteurs, appelant "à refuser toute négociation, à combattre et résister jusqu'à la victoire". C'est le contenu de la revendication rapportée par le Figaro.

Le Parisien-Aujourd'hui en France indique que c'est la première fois qu'une action des Gilets Jaunes est revendiquée de cette manière.

Ce genre d'actions déterminées montrent que ce mouvement ose lutter, pour pouvoir vaincre. Elles rappellent les événements de samedi dernier et du début de la semaine partout dans l'Etat français. A l'initiative des lycéens et des Gilets Jaunes, des ronds points, des lycées et des péages ont été bloqués et se sont embrasés contre la vie chère.

La Réunion : les gilets jaunes face au gouvernement

Nous l'avions déjà noté dans notre précédent article sur le mouvement des Gilets Jaunes, c'est sur l'île de la Réunion que les contestations ont été les plus générales et déterminées, tournant à la révolte dans plusieurs quartiers immédiatement après la première journée de mobilisation. Les masses de l'île ont mis en défaut le gouvernement, obligé d'appeler à la rescousse des forces de répression depuis Mayotte et la Métropole afin de faire face à la situation.



Aujourd'hui, c'était la ministre des "outre-mer", Annick Girardin, qui venait spécialement sur l'île "rencontrer" les Gilets Jaunes et "adresser les problèmes". Comme tous les territoires de l'ancien empire colonial français toujours dominés par la Métropole, l'île de la Réunion est une des parties de l'Etat français où les fractures sociales sont les plus fortes. Plus de 40 % de taux de pauvreté, 26 % de chômage, on ne peut pas s'en sortir sur l'île avec 700€ ou 800€ par mois.

L'arrivée de la ministre a été huée par une foule de manifestants, qui l'attaquaient sur la vie chère, l'absence de boulot pour le plus grand nombre et le traitement militaire de la crise sur la Réunion. Elle a ensuite pu rencontrer des "représentants" et maires, avant d'appeler au calme. Malgré cette tentative, le nombre de blocages n'a pas diminué après cet appel, mais a au contraire augmenté.

Le gouvernement, s'il tente de lâcher du lest (rappelons qu'il a déjà abandonné la taxe sur l'essence pour les entreprises et les patrons il y a quelques jours), montre tous les jours sa nature antisociale. Pendant qu'Annick Girardin promet "d'aider" la Réunion, Edouard Philippe annonce qu'il ne donnera pas de "coup de pouce" au SMIC. Ne soyons pas dupes, ce gouvernement et cet Etat ne sont pas les nôtres, ils sont des gestionnaires de classe, opposés aux masses partout dans l'Etat français, depuis les territoires colonisés de "l'outre-mer" jusqu'à la Métropole.

Saint-Ouen : l'entreprise PSA va fermer

PSA Saint-Ouen, usine historique installée à la fin des années 1840 pour la fabrication de machines à vapeur et rachetée par Citroën en 1924, va fermer, a annoncé le grand groupe monopoliste de l'automobile.

D'ici 2021, cette usine d'environ 350 personnes, à l'effectif bien réduit depuis les milliers de personnes qui bossaient pour Citroën au XXème siècle, sera détruite.

C'était la dernière usine PSA du 93.

Elle sera remplacée par un campus hospitalier, qui rentre dans le cadre du projet du Grand Paris. C'est ce projet qui, entre autre, justifie les rénovations et extensions de lignes de transport et les réparations des axes des banlieues nord de Paris. Cette gentrification, bien au delà du service utile et nécessaire qu'est l'hôpital, vire les ouvriers et employés de chez eux, les prive de travail et fait grimper les loyers et le coût de la vie, déjà insoutenables en région parisienne.



Pour les salariés de PSA, ce n'est pas qu'une usine qui ferme, c'est une lutte qui s'amorce, pour ne pas être foutus à la porte après des décennies de boîte suite à cette décision d'arrêter l'activité sur le site. Les syndicats, plus de 3 ans avant la fermeture annoncée, s'actionnent déjà contre les politiques d'encouragement des départs pratiquées par PSA à Saint-Ouen.

Il y a 4 ans, l'entreprise PSA d'Aulnay, plus grande, avait subi le même sort. Des grèves importantes de plusieurs mois avaient eu lieu, sous direction syndicale.

Pour toutes celles et ceux qui bossent et qui triment dans les usines, les hangars et les entrepôts, l'exemple de PSA nous montre combien l'on compte peu pour les capitalistes, combien les monopoles et l'Etat, dirigés par la même classe qui détient le pouvoir sur toute cette société, peuvent s'arranger du jour au lendemain pour nous mettre à la porte et enclencher le chronomètre sur nos vies.

Les ouvrières et ouvriers de PSA Saint-Ouen ont raison de s'organiser contre les agissements de leurs patrons et pour leur futur, et nous les rejoindrons !

Carlos Ghosn : arrestation d'un nouveau patron voyou

« Je pense qu'il est impossible d'être chef d'entreprise sans avoir un minimum d'audace » avait dit, il y a quelques temps, l'homme d'affaire Carlos Ghosn, qui était jusqu'à hier PDG du Groupe Renault (et donc aussi de la société japonaise Nissan). Puissant bourgeois, il profitait d'un alléchant salaire de plusieurs millions d'euros (pouvant atteindre plus de 10 millions !) par an pour ses activités par delà le monde au service des monopoles français et japonais de l'automobile. Réputé pour ses plans de redressement serrés, et sa capacité à licencier à tour de bras pour revenir dans les marges de rentabilité, il était surnommé « Le Cost Killer » (Littéralement, le « tueur des coûts »).

Eh bien « l'audacieux » PDG, qui depuis 1978, avec son entrée en tant que directeur d'usine à Michelin, exploitait les ouvrières et ouvriers du monde entier, aurait caché au fisc japonais des utilisations crapuleuses du capital de l'entreprise Nissan, dont il était toujours président. Carlos Ghosn a été arrêté à Tokyo à la sortie de son jet privé et croupit désormais en prison en attendant d'être jugé au Japon.

Alors, qu'est-ce qui explique qu'un patron qui aurait été un hors-la-loi pendant plus de 8 ans, selon les informations de l'enquête, ne soit arrêté que maintenant, et à l'étranger ? C'est que Renault et Nissan, deux monopoles automobiles puissants, venus de deux pays impérialistes puissants, sont en pleines discussion de fusion. Les tensions qui naissent de ces deals entre impérialistes viennent du fait qu'une fusion ne se fait jamais sans que l'un absorbe l'autre. Dans ce cas ci, c'est le capital français de Renault, représenté avant tout par Carlos Ghosn depuis près de 15 ans, qui mettait la main à la pâte pour rafler la grosse mise qu'était Nissan. Avec l'arrestation de Ghosn, la piste se refroidit énormément, et l'alliance entre les deux compagnies se tasse. D'ailleurs, la direction par intérim qui remplace Ghosn est assurée non pas par un mais deux présidents, un français et un japonais. Ni la France, ni le Japon, n'ont accepté la thèse d'un complot, et il n'y a aucune raison que cette affaire en soit un. Au contraire, loin d'être un sale boulot venu des ombres pour faire chuter Ghosn, c'est simplement l'éclatement au grand jour des contradictions entre les impérialistes au niveau de Renault-Nissan, et au niveau de Ghosn, un stop pour ce ripou de bourgeois qui s'en mettait plein les poches alors qu'il licenciait et délocalisait à tour de bras partout dans le monde.

Les bourgeois en ont vu d'autres : des arrestations qui se finissent en exil doré dans une prison privée ou en arrangement entre amis, c'est la monnaie commune pour cette classe. On peut parier sur le fait que Ghosn et ses équipes d'avocats tenteront tout pour le sauver, alors que ses anciens amis de la bourgeoisie impérialiste qui occupent désormais sa place chercheront à l'évincer. En résumé l'affaire Ghosn nous rappelle l'importance primordiale des contradictions au sein des bourgeoisies monopolistes dans le système impérialiste dans lequel nous vivons.

“Dans le groupe Paprec, les syndicats, ça existe pas” interview de Mahamadou Kanté, syndicaliste CGT



L'organisation Jeunes Révolutionnaires nous a envoyé cette interview de Mahamadou Kanté, délégué syndical CGT au centre de tri PAPREC à la Courneuve. Ces derniers jours, le site est en grève et connait un mouvement de révolte important contre la direction de PAPREC et ses pratiques. Dans cette première partie, ce sont les conditions de travail terribles et l'anti-syndicalisme de PAPREC qui apparaissent au grand jour. Merci à Mahamadou Kanté pour son temps et ses paroles.

Jeunes Révolutionnaires : Quelles sont les pressions que subissent les employés de Paprec ?

Mahamadou Kanté : Paprec ne veut pas du tout de la CGT dans l'entreprise. Ils sont contre le syndicat. J'ai subi des discriminations et du harcèlement moral, et ça dure depuis des années, depuis des décennies. Paprec est en guerre avec notre organisation syndicale. Quand on leur dit qu'ils font de la discrimination, ils répondent qu'un tel ou un tel est délégué syndical, alors que c'est totalement faux.

Plusieurs délégués CGT qui sont passés avant moi ont aussi été discriminés, et ça a été confirmé plusieurs fois par l'inspection du travail, la médecine du travail, le tribunal administratif et la cour d'appel de Paris. Bien sur que je suis victime de discrimination syndicale et de harcèlement moral au sein de cette entreprise. Ils sont contre les syndicats.

Moussa D. secrétaire à l'UL : La pression exercée, elle l'est réellement par le directeur, qui dit de ne pas s'approcher de la section syndicale. Il appelle les employés avant les réunions syndicales et leur dit « N'y allez pas ou vous en subirez les conséquences. ». Donc ce sont des menaces, et des menaces qu'ils exécutent. C'est le cas de plusieurs employés qui ont eu le directeur plus d'1h au téléphone pour les décourager de participer pendant le mouvement social.

On a dit au directeur « Vous êtes en train de faire pression sur les salariés grévistes ». Le droit de grève, c'est un droit fondamental, chaque salarié a le droit de dire « Je suis en grève ». Le directeur les appelle alors individuellement, sur leurs téléphones privés. Ça ne lui suffit pas, il vient en personne avec deux adjoints, pour dire aux chauffeurs « Dans les camions » ! Les chauffeurs répondent alors qu'ils ont en face d'eux des grévistes, qu'ils ne vont pas les écraser. C'est ça la pression exercée par Paprec.

En gros, quand tu es à la CGT, tu es un danger imminent pour l'entreprise. Alors que ça n'a rien à voir ! Le directeur régional a dit : « Nous avons établi un dialogue social avec les partenaires sociaux ». Mais comment établir un « dialogue social » quand on ne peut jamais te rencontrer, que tu ne réponds pas au courrier, que tu permets même à d'autres personnes de répondre à ta place et que tu ne réagis pas sur les demandes de discussion pour les conditions de travail des salariés ?

Il y a 140 personnes en mouvement de grève. Les salariés qui sont en grève, le directeur les appelle individuellement. Mais eux, ils disent qu'il y a officiellement 1 gréviste ! 1 gréviste ! C'est fou.

JR : Tu parles aussi de licenciement abusif ?

M. K. : Oui j'ai parlé de licenciement abusif vis à vis des licenciements brutaux que font Paprec. J'entends Paprec qui disent qu'ils sont une société « citoyenne ». Mais quand on voit la guerre qu'ils font contre les syndicats, c'est la même guerre qu'ils font contre les salariés en les licenciant quand les élections des délégués syndicaux se rapprochent. J'ai des amis qui ont été licenciés parce qu'ils se sont trop rapprochés de notre organisation syndicale.

Il n'y a pas de liberté d'expression, il n'y a pas le droit de parler à la CGT. J'ai été surveillé pendant mon mandat, et je

suis toujours surveillé. Le directeur a écrit « C'est Mahamadou qui représente un grand danger pour notre équilibre et notre croissance ». J'ai un collègue qui a été licencié pour 1 minute de retard ! 1 minute ! Parce qu'il était témoin le jour où j'ai été agressé physiquement. Sans même entretien préalable à un licenciement. Bien sûr que c'est un licenciement abusif.

Deuxième exemple, un autre salarié qui était chauffeur poids lourd. Avant-hier, il était avec nous dans la grève. Il était délégué du personnel, depuis juillet 2015, avec Paprec Ile de France. La société a signé un nouveau contrat avec Paprec Ile de France et il est parti à Paprec Transports. Paprec ne respecte donc pas le droit du travail, ils ne respectent pas les décisions administratives. Je dis ça parce que sur décision du tribunal, aucun changement au contrat ne peut être fait sans demander l'avis de l'inspecteur du travail. Et la société Paprec l'a quand même fait. Ils n'ont pas demandé l'avis, ils ont modifié le contrat de travail et maintenant ils l'ont licencié. C'est 20 ans d'ancienneté dans cette boîte, aucun manquement. Et il a été mis à pied et licencié pour faute grave. Il a même eu un accident dans cette société.

Un camarade du Blanc-Mesnil a été licencié, j'étais à l'entretien. Ce salarié là, ils disent qu'il était en retard, alors que sur les jours où il était accusé, il était en congés sans solde, ou en week-end, lorsque les salariés ne travaillent même pas. Nous on trouve ça inacceptable. Les salariés sont victimes de harcèlement, de discrimination, et ils commencent à relever la tête. Alors maintenant, ils [Paprec] cassent tout le monde. Notre mission est dangereuse, je peux vous dire qu'il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui sont tombés malades à cause des conditions de travail et des pressions. C'est de ça qu'on parle quand on dit « licenciement abusif ».

JR : Quelles sont les conditions de travail sur le site ?

M. K. : Les conditions de travail se sont dégradées depuis plusieurs années, parce qu'il y a eu un accident mortel à Paprec il y a 3 ans. Au lieu de rester debout dans le centre de tri comme on voit partout, dans le cas de Paprec ils mettent un tapis au sol, les salariés sont toute la journée dessus sans s'arrêter. Un accident, un malaise peut arriver. Les salariés n'ont pas le choix, ils ont peur.

Et les poussières peuvent provoquer le cancer. Il y a des salariés là-bas qui ont le cancer. J'ai demandé au CHSCT pour l'enquête, pour savoir les raisons de ces cancers là. Il n'y a pas de gants, il n'y a pas de masque anti-poussière. Il y a aussi le froid, beaucoup de salariés travaillent dehors, et même à l'intérieur, il n'y a pas de chauffage. Les salariés sont dedans de 7 heures jusqu'au soir, sans chauffage. Le thermomètre indique parfois 0°C, -5°C. On a demandé plusieurs fois, ils nous disent que c'est trop cher. Pourtant ils ont eu assez de croissance l'an passé, ils ont eu 1 milliards et demi de chiffre d'affaire l'année dernière. Mais ils n'ont pas assez pour mettre le chauffage.

Quand on demande des choses pour la santé des salariés, il n'y a rien. Pourtant, pour la société, il y a tout. Pour les chauffeurs, les conditions de travail s'aggravent. Ils ont été géolocalisés, un camarade de la CGT Transport est surveillé 24h/24. Moi même je suis surveillé. Ils ont interpellé des salariés en leur disant « Je veux plus te voir discuter avec ce mec, il représente un grand danger, il est là pour déstabiliser notre société. »

Les salariés qui travaillent ici sont dans des conditions précaires. C'est pour ça qu'on a demandé immédiatement de payer les salariés. On a demandé un statut unique, parce que c'est une mission dangereuse, qui peut apporter plein de maladies. Paprec gagne beaucoup d'argent sur cette activité [recyclage], il investit dans le Grand Paris, mais les salariés sont laissés derrière.

Ça fait des années qu'on demande que la direction nous reçoive. Mais le



directeur a refusé qu'on discute avec lui. S'il y a un « dialogue social », pourquoi la direction refuse de parler aux salariés ? On a demandé au directeur d'agence du Groupe Paprec La Courneuve. C'est un dictateur. Il a refusé plusieurs fois de discuter avec nous. Il dit : « vous croyez que j'ai pas autre chose à faire que de parler aux syndicats ? ». Et quand un salarié vient individuellement, il dit « va voir ton avocat ». Il menace les gens.

A ma réintégration, il a dit : « Mahamadou va revenir, il va pas travailler, il va foutre la merde. Chacun prend ses responsabilités, il y a deux partis, le sien et le mien ». Voilà les conditions de travail à Paprec, il y a plein de choses que je peux citer, sur plusieurs agences, à la Courneuve, Blanc-Mesnil, Gennevilliers, Lyon… Dans le groupe Paprec, les syndicats, ça existe pas.

Jeunes Révolutionnaires : Tu revendiques une augmentation des salaires de 10 % ?

Mahamadou Kanté : Il y a eu une discussion avec le directeur qui m'a demandé de justifier pourquoi j'ai demandé ces 10 %.

J'ai vu un courrier, une « Note spéciale » du président du groupe faite le 5 avril 2017. Elle dit quoi ? Il est écrit : « Dans cette industrie, plus d'1 milliard d'investissement ». Financé par les banquiers.

J'ai d'autres documents envoyés à un salarié, à la fin de l'année 2017, qui indiquent un chiffre d'affaire d'1,5 milliard d'€. En plus, Paprec achète une société appelée Coved en 2017. En 2018, une société appelée Deroo. Ils sont en train d'investir l'argent dans le « Grand Paris » et en Chine, en Suisse, en Inde. Mais les salariés, nous, on demande une augmentation, on nous dit non. Le site de la Courneuve c'est le premier du groupe, alors que Paprec actuellement c'est 200 agences. Il y a certaines agences, chez Paprec, qui ont plus de salariés qu'à la Courneuve, mais la Courneuve est à la base.

Donc ces salariés ont demandé plusieurs fois des augmentations de salaire, en 2016, 2017, 2018… On a envoyé un courrier pour discuter, tout a été refusé. Pourquoi ? Quand tu demandes ça maintenant, on te demande de « justifier ». Alors oui, je peux justifier !



S'il n'y a pas d'argent, pourquoi ils achètent des camions, pourquoi ils font du recrutement, pourquoi ils investissent dans le "Grand Paris" ? Pourquoi Paprec est dans tous les domaines en ce moment ? Alors que moi j'ai 15 ans d'ancienneté, il y a des salariés qui sont là depuis 4 ou 5 ans, qui ont des augmentations de salaire individuelles parce qu'ils sont proches de l'employeur.

Moi, je n'ai jamais rien eu pendant 15 ans, et tout de suite après mon mandat, j'ai été attaqué. Je peux vous dire aussi, que dans le transport routier, il y a eu un accord salarial en mars 2018. Cet accord n'est pas appliqué. La discrimination à Paprec, c'est que sur le même poste, ceux qui sont syndicalistes ne seront jamais augmentés. C'est ça leurs moyens de pression : le salaire, et le syndicat, surtout la CGT.

JR : Est-ce que tu peux nous raconter comment s'est construit le mouvement de grève à Paprec ?

M. K. : Le mouvement de grève ici a été bien construit, et j'espère qu'il va continuer et qu'on va obtenir gain de cause. Pourquoi une grève ? D'abord on a demandé plusieurs fois à rencontrer la société, ils ont refusé. Deuxièmement, les salariés n'en peuvent plus, parce qu'au même poste il y a des grosses différences de salaire par la politique anti-salariés et anti-syndicalistes de Paprec.

La grève est bien organisée, je remercie tous les camarades qui sont venus nous soutenir, la CGT, les sympathisants et les militants, les étudiants, la presse, les partis politiques… Le mouvement était avec les jeunes, les organisations syndicales, l'Union Départementale et l'Union Locale, les élus de la Courneuve. La grève, on va y aller jusqu'au bout.

On a des négociations qui ont commencé, la direction a enfin accepté le « dialogue social ». Mais nous, on a notre plateforme de revendications qu'on a proposé à la direction. Si ils acceptent ça, ok, mais s'ils le refusent, la prochaine fois ça ne sera pas qu'à la Courneuve, il y aura grève dans les 200 agences. Même dans le sud on a des contacts, c'est possible de faire un mouvement à Marseille, à Lyon, Toulouse, Gennevilliers, Blanc-Mesnil… Je pense qu'au niveau des salariés, 80 % sont derrière nous. Sans aucun doute.

Quand j'entends le directeur régional dire à la radio « Je suis toujours d'accord avec le dialogue social. », ça fait rire parce que c'est le même à qui on a demandé une rencontre et qui a refusé. Pour nous, la grève va continuer, et je trouve que c'était super bien. Je suis trop content de la présence des camarades qui ont été bien soutenus partout, du nord au sud. S'il n'y a pas un accord, la semaine qui vient on va continuer la grève, même si ça doit durer un mois ou deux mois, on va continuer.

JR : Sur le piquet de grève on a entendu aussi des accusations envers la direction de Paprec de racisme, est-ce que tu confirmes ?

M. K. : Le directeur de Paprec dit « Je suis antiraciste, je lutte contre les discriminations », mais pour moi, Paprec c'est une société capable de tout. Je dis ça parce que ce n'est pas une société qui

respecte la dignité des salariés. Ils ne pensent qu'à leurs intérêts. Je peux dire que je suis victime du racisme.

Avec mon camarade on peut dire qu'on a subi des choses par notre couleur de peau, alors que la loi dit qu'aucun salarié ne peut être sanctionné vis à vis de ça, de sa religion, de ses idées politiques ou de son activité syndicale. Donc Paprec, ils sont engagés dans la répression dans tous ces domaines, que ce soit le syndicalisme, la politique…

Je dis qu'ils font de la discrimination aussi parce qu'une fois, un directeur m'a dit « Je sens qu'il y a les élus du parti communiste qui sont derrière toi, mais c'est fini le parti communiste ». Pourquoi un directeur me dit ça ? Sur le racisme, tous les délégués qui sont là-bas, noirs et arabes, ils ont été traités comme des chiens. Ils en ont rien à foutre de ces gens là. Dés que tu vas relever la tête, ils vont t'attaquer. Bien sûr, nous sommes victimes de répression syndicale, de harcèlement moral et de racisme aussi, je vous le confirme.

JR : Dernière question, comment aider la mobilisation de Paprec, qu'on soit syndiqué ou pas, engagé ou pas ?

M. K. : Avec la grève vous voyez, on est pas seulement la CGT mais aussi les sympathisants. Vous voyez les Gilets Jaunes, ils sont tous ensemble, même s'ils sont pas syndiqués, je trouve ça très bien. C'est pareil pour tous les salariés, je vais pas forcer à prendre la carte à la CGT, mais être syndiqué c'est très important parce que ça peut nous permettre de travailler ensemble. A la grève, il n'y avait pas que la CGT, il y avait aussi SUD et d'autres syndicats qui étaient avec nous. Je pense que c'est très important pour les salariés d'être syndiqués, et pour tous les gens avec nous, même ceux qui sont pas actifs, comme les retraités. Ça, c'est important vis à vis de nos forces, car si on a peu de monde, on ne peut pas gagner nos revendications par la grève.



Les jeunes, les étudiants, ils peuvent montrer la différence entre ce que dit Paprec à la presse et ce qui est fait sur le terrain. Les partages des photos de la grève sur les réseaux sociaux, ça permet aux gens de regarder, de savoir ce qu'il se passe dans cette entreprise. Cette entreprise, où ils disent qu'ils sont anti-racistes, qu'ils recrutent des blacks et des maghrébins, alors que sur le terrain c'est totalement faux. Les étudiants et les jeunes, grâce à la plateforme militante, grâce à vous, on a réussi à obtenir cette grève là, à travailler ensemble pour nous soutenir logistiquement dés le matin, dans le froid.

Franchement, je suis très content du travail que vous avez fait pour nous, je vais pas l'oublier. Quelle que soit la société, on peut travailler ensemble. C'est pas que le cas de Paprec, ça a été fait à Geodis ou dans d'autres entreprises. Et on va continuer à vous donner des informations pour prouver que ce que dit Paprec aux médias sur la grève, c'est faux.

Rejoignez les Jeunes Révolutionnaires !

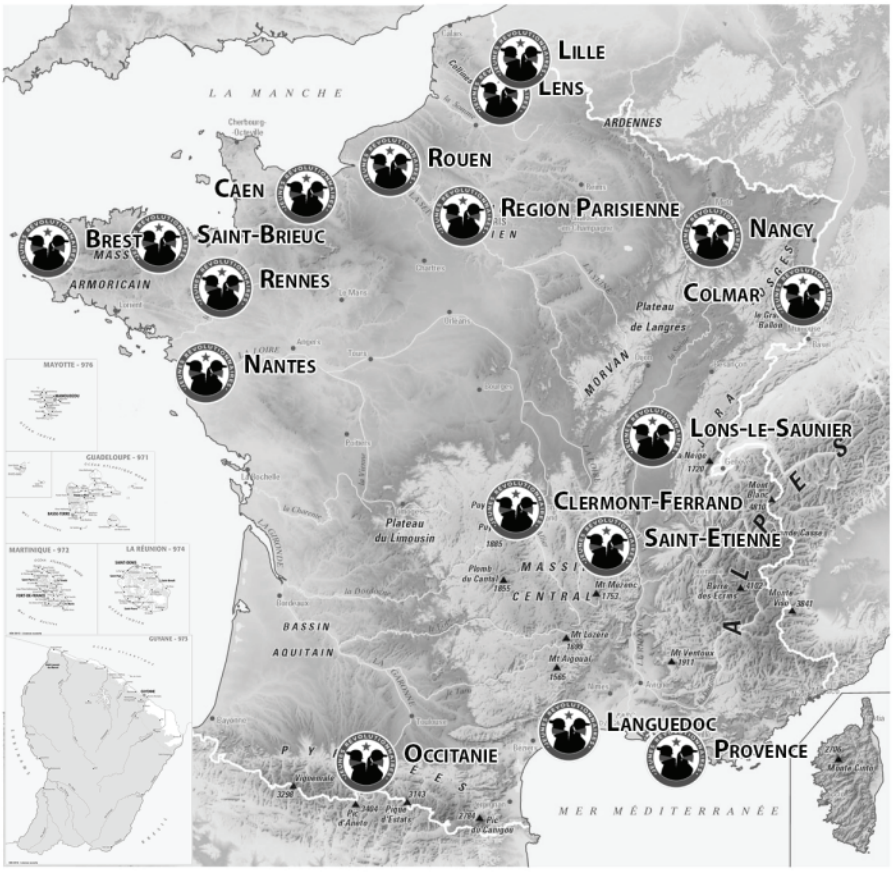
Rencontrez les JR proches de chez vous ou commencez votre branche locale !

Contacts

★ jeunesrevolutionnaires @protonmail.com

★ facebook.com/JeunesRevolutionnairesDTR/





Sur les immeubles effondrés à Marseille



Dans le quartier populaire de Noailles, deux immeubles se sont effondrés le 5 novembre au matin et un troisième à suivi le soir, ce sont les pompiers eux mêmes qui ont décidé de le faire tomber pour éviter d'autres morts et blessés.

Plus de 8 personnes sont déclarées avoir trouvée la mort dans le bilan définitif tombé en cette fin de semaine.

La Cause du Peuple s'associe à la douleur et la colère des habitants et des familles.

Ces immeubles étaient loués et habités malgré le danger, alors même que l'insalubrité et les risques était constatés.

Le quartier populaire de Noailles est en train d'être gentrifié par la mairie, qui espère remplacer la population pauvre par la petite bourgeoisie qui payera bien plus cher ses loyers. Beaucoup de voisins ont fait par de leur colère aux médias en expliquant que la mairie laisse mourir le quartier. Énormément d'immeubles sont dans un sale état. Après les catastrophes et incendies en banlieue parisienne, c'est à Marseille que les promoteurs immobiliers, politiciens et propriétaires véreux tuent encore.

Pour les masses de Noailles comme pour la Cause du Peuple, les assassins sont bien identitifés. Dans ces quartiers, la lutte pour le logement décent, pour le logement humain et digne, est une lutte pour la survie. Battons nous pour une société dans laquelle les assassins seront punis et la dignité sera retrouvé !



Sur la Marche contre les violences sexuelles et de genre

Ce 24 novembre a eu lieu, à l'appel de personnalités, soutenues par une quinzaine de responsables syndicaux, une marche contre les violences sexuelles et de genre dans des tribunes publiées dans des médias comme Médiapart et France Inter. A Paris, elle a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Cette mobilisation se voulait une continuation du mouvement #metoo et des dénonciations de comportements violents, d'agressions sexuelles voir de viols commis par des hommes, souvent grâce à leur position de pouvoir dans une entreprise ou un milieu particulier, mais aussi par des hommes de l'entourage proche – jusqu'aux conjoints, qui sont souvent eux mêmes les principaux dangers pour les femmes.

Pour nous, le mouvement #metoo était un mouvement progressiste à soutenir bien fermement. Il a permis de libérer la parole de nombreuses femmes qui ont pu enfin parler, parfois entre elles (alors qu'elles partagent le même quotidien fait de nombreuses agressions ou comportements sexistes). Ce mouvement a permis de poser la question du patriarcat dans le débat public et de renforcer les organisations féministes.

La marche du 24 novembre, continuation de #metoo, est donc également, à nos yeux, une bonne chose.

Dans cette marche, le mouvement #NousAussi a émergé, en opposition à l'organisation de la marche #NousToutes, jugée incapable d'intégrer les questions intersectionnelles aux revendications politique de ce mouvement de femmes.

De manière générale, le mouvement #metoo n'a pas posé la question de classe. La division sexiste des rôles dans la société est une question de classe. Une femme ouvrière n'a pas le même rôle social qu'une femme bourgeoise. Une femme prolétaire peut partager certains intérêts immédiats avec les femmes bourgeoises sur des revendications limitées et parcellaires, mais c'est également la position de prolétaire qui renforce le patriarcat, qui oblige des femmes à abandonner leur travail pour s'occuper des enfants, pour s'occuper du ménage, qui met les mères célibataires dans une position extrêmement difficile. C'est le manque d'argent qui empêche un nombre immense de femmes de divorcer. Et, en dernière analyse, c'est la position de classe qui détermine si les femmes peuvent ou non participer au renversement du système qui produit l'oppression spécifique : le capitalisme.

Les femmes bourgeoises n'ont pas intérêt au relâchement de l'exploitation des femmes prolétaires, renforçant ainsi l'emprise du patriarcat sur ces dernières. La précarité économique renforce de manière universelle la dépendance économique des femmes envers les hommes et donc les comportements violents et destructeurs.

Ainsi, sans poser la question de classe, le mouvement féministe actuel ne peut aider à la libération des femmes. Toutefois, la simple libération de la parole des femmes, la prise de conscience de la capacité à se mobiliser, la volonté de changer sa situation est une étape importante, une étape immense, dans n'importe quelle lutte du peuple et des masses.



Interview: sur l'arrestation de six antifascistes de la GALE



La Cause du Peuple a interviewé un membre de Groupe Antifasciste Lyon et Environs (GALE), dont les militants ont subi une grande répression de l'État Français le 13 novembre. A six heures du matin six membres ont été perquisitionné.es et emmené.es en garde à vue. Ce qui est particulier, c'est que c'était une opération de police simultanée sur plusieurs départements, avec bélier et armes automatiques pour des motifs minables : dégradation, outrage et association de « malfaiteurs ». Les avocats de la GALE ont avoué avoir être abasourdis devant l'absence totale de preuves tangibles d'un quelconque délit.

Ces perquisitions ont eu lieu aux domiciles des membres et même de parents des membres, mais la mesquinerie part plus loin, des milliers d'euros de matériel militant (tracts, autocollants, affiches, etc.) ont été pris. En fait, le moindre support politique a été volé, des dizaines de livres pris au hasard (même des romans qui n'ont rien à voir avec la politique), les flics ont même fouillé les vêtements des interpellé.es. Résultat, un t-shirt avec un poing levé en logo et des t-shirt de soutien à la famille Traoré ont été volés et envoyés pour être détruits.

Toutes les positions exprimées dans cette interview ne représentent pas celles de la Cause du Peuple, mais la solidarité face à la répression entre révolutionnaires et antifascistes sincères est la raison pour laquelle nous la publions.

Cause Du Peuple : Quand as-tu rejoint la GALE ?

Interviewé : J'ai rejoint la GALE en mars 2018, je militais avec eux depuis Janvier, je les ai connus peu après être arrivé à Lyon en septembre 2017 quand on occupait un amphithéâtre dans la Fac de Lyon 2 pendant plus d'un mois avec des réfugié.es. La GALE nous avais alors beaucoup aidé.

CDP : D'où vient la GALE ?

I : La GALE s'est créée après une contre-manifestation à une manifestation de skinhead néonazis, après la mort de Clément Méric et dans l'élan réactionnaire de la Manif pour tous. Lors de cette contre-manifestation, 25 camarades antifascistes ont été emmené.es en garde à vue, c'est alors qu'il a été décidé de créer une véritable organisation antifasciste structurée, capable d'asséner des coups et de les recevoir.

CDP : Quelles sont vos actions ?

I : On organise régulièrement des conférences avec des auteurs engagés avec l'aide de la Librairie anarchiste de Lyon, la Gryffe. On est aussi très présent aux cotés des réfugiés en aidant les squats, on organise des cantines populaires et des soirées concerts, on soutient les occupations de facs et les actions ouvrières et on y participe. On fait aussi beaucoup de travail d'information et d'investigation à visée antifasciste. On est également toujours partie prenante des luttes anti-impérialistes notamment au coté des Kurdes avec qui nous avons de très bonnes relations.

On est donc présent dans deux axes : dans les mouvements ouvriers et étudiants contre les réformes de l'État (et contre l'État lui-même), et on pratique l'action directe.

CDP : Comment s'organise la GALE ?

I : On s'organise depuis cinq ans sur les principes de l'autonomie et de l'autogestion, les initiatives sont prises en commun, chacun aide l'organisation là où il est bon, notre organisation est composée autant de femmes que d'hommes.

CDP : Que pensez-vous du légalisme dans la lutte contre le fascisme ?

I : C'est une question qui s'est posée longtemps à Lyon et se pose encore pour certains. En fait, on a une longue histoire de collectifs légaliste et citoyenniste (comme dans beaucoup de villes) qui se sont créées sur les bases floues d'un "front commun" inter-organisationnel contre des locaux de fascistes, aujourd'hui pour fermer le « Pavillon Noir » le local du « Bastion Social ».

Il y a déjà eu le Collectif de Vigilance Antifasciste. Il y avait de tout dedans, le PS, le Parti de gauche et un tas d'autres partis légalistes, ça a fini par se dissoudre en 2014 quand une manif citoyenne contre la venue du FN à Lyon a été débordé par un black bloc de 1000 personnes, qui a mis le feu à la ville de Lyon.

Finalement, un collectif "citoyen" a été recréé lors de l'ouverture du « Pavillon Noir » à Lyon, la GALE en faisait même parti au début. On l'a quitté à cause

de l'inclusion d'orgas légalistes et de désaccords politiques sur les moyens d'actions. Pour nous on devait mener des actions légales appuyés par l'action directe, mais eux ne voulaient clairement pas de nous et voulait se cantonner uniquement aux actions citoyennistes.

On a mal reçu leurs propos à la suite d'une manifestions avec eux, où certains de nos camarades avaient des cagoules : « De toute façon vos cagoules c'est un peu comme l'extrême-droite », on s'est fait aussi traiter de casseur et tout ce qui va avec.

Le collectif s'est donc énormément mobilisé avec les habitants du quartier pour fermer légalement le local du Bastion Social, sans proposer une réelle force de frappe. Depuis, une fermeture du local (au public, il reste ouvert pour les membres du BS) de trois semaines a été décrétée par la mairie car il n'était pas aux normes. Avec les ressources énormes que le Bastion Social possède, même s'il ferme définitivement, il sera rouvert ailleurs et/ou sous une autre forme.

Nous, on pense que chercher l'aide des bourgeois et même travailler avec eux c'est collaborer indirectement avec le fascisme, c'est cette même mairie qui « voulait » fermer légalement le Pavillon Noir, qui maintenant participe à notre répression.

En fait, on ne peut pas compter sur l'État bourgeois pour arrêter le fascisme, c'en est le parfait exemple, le fascisme est un phénomène du capitalisme, il en est indissociable, on ne peut donc pas compter sur l'origine du fascisme pour combattre le fascisme. Il y a une nécessité d'inscrire l'antifascisme dans la continuité de la lutte des classes, traiter avec les tenants des sphères politiques bourgeoises serait donc une défaite pratique et idéologique. La connivence entre le pouvoir et les fascistes, elle bien réelle. Ça se voit tous les jours, la grande majorité des flics auxquels on a eu affaire sont en lien avec les fascistes : en garde à vue les flics vont tranquillement saluer les membres du Bastion Social et leur demander des nouvelles.

CDP : Quels sont vos ressentis sur la répression que vous avez subi ces derniers jours ?

I : Nos premiers sentiments quant aux perquisitions et interpellations de nos camarades ont été l'inquiétude et l'incompréhension. Après 36h de détention (GAV + dépôt), nos camarades sont heureusement libéré.es, avec un lourd contrôle judiciaire : interdiction de se voir ou de communiquer, interdiction de sortie de la région sans autorisation préfectorale et sans autorisation de la juge d'instruction, interdit de 5e arrondissement.

Nos camarades accusé.es de l'attaque du local du Bastion Social lyonnais en avril dernier seront jugé.es pour dégradations en réunion, outrages, association de malfaiteurs (un chef d'accusation qui a permis de justifier le CJ et les mesures policières utilisées contre eux/elles) et l'un d'eux sera jugé pour refus de donner ses codes de mobile et d'ordinateur. Un sentiment d'incompréhension est présent, tant les mesures prises sont impressionnantes au vu du motif.

En quelques heures, c'est une opération coordonnée entre plusieurs sections de la police et la gendarmerie sur deux départements différents qui mène nos 6 camarades au commissariat de Marius Berliet puis au TGI de Lyon pendant 36h. Les "preuves" que possèdent les enquêteurs sont dérisoires, des images floues, des bornages de téléphones, des habits perquisitionnés soi-disant reconnus sur la vidéo de l'attaque du local fasciste. Un bonnet noir ; une preuve, sérieusement ?.

Des portes défoncées et des appartements retournés pour des tags et un murage plus que symbolique. En tout c'est plusieurs milliers d'euros de matériel militant, de livres et d'affaires personnelles (ordi, téléphones, habits…) qui sont pris et qui pour la majeure partie seront détruits par la police (si ce n'est pas déjà fait).

La destruction délibérée de nos livres et de notre propagande n'a laissé personne dubitatif.ve. Avec le contrôle judiciaire démesuré et les durs chefs d'accusations, nous sommes sur une volonté de la part de la mairie de Lyon et de Gérard Collomb de nous mettre à mal et de vouloir nous empêcher de mener notre lutte à bien, en essayant de rendre invisibles nos actions et nos idées. Ces mesures sont une manœuvre purement et simplement politique, la presse lyonnaise ayant été mise au courant des opérations par les services de police avant même le reste de notre organisation. Tout était prévu depuis des semaines.

Bientôt une hypothétique dissolution de notre organisation ? L'antifascisme n'est pas dissoluble ! Le livre brûle mais les idées restent. Après cette dure semaine, la solidarité s'est organisée à travers toute la France et même le monde entier ! Nous remercions toutes les militant. es, les sympathisant.es et les groupes antifascistes français et internationaux (Grèce, Suisse, Colombie) pour leurs messages de soutien et/ou leur aide financière et matérielle.

L'Etat nous fait la guerre mais grâce à l'entraide et la solidarité antifasciste nous faisons front !

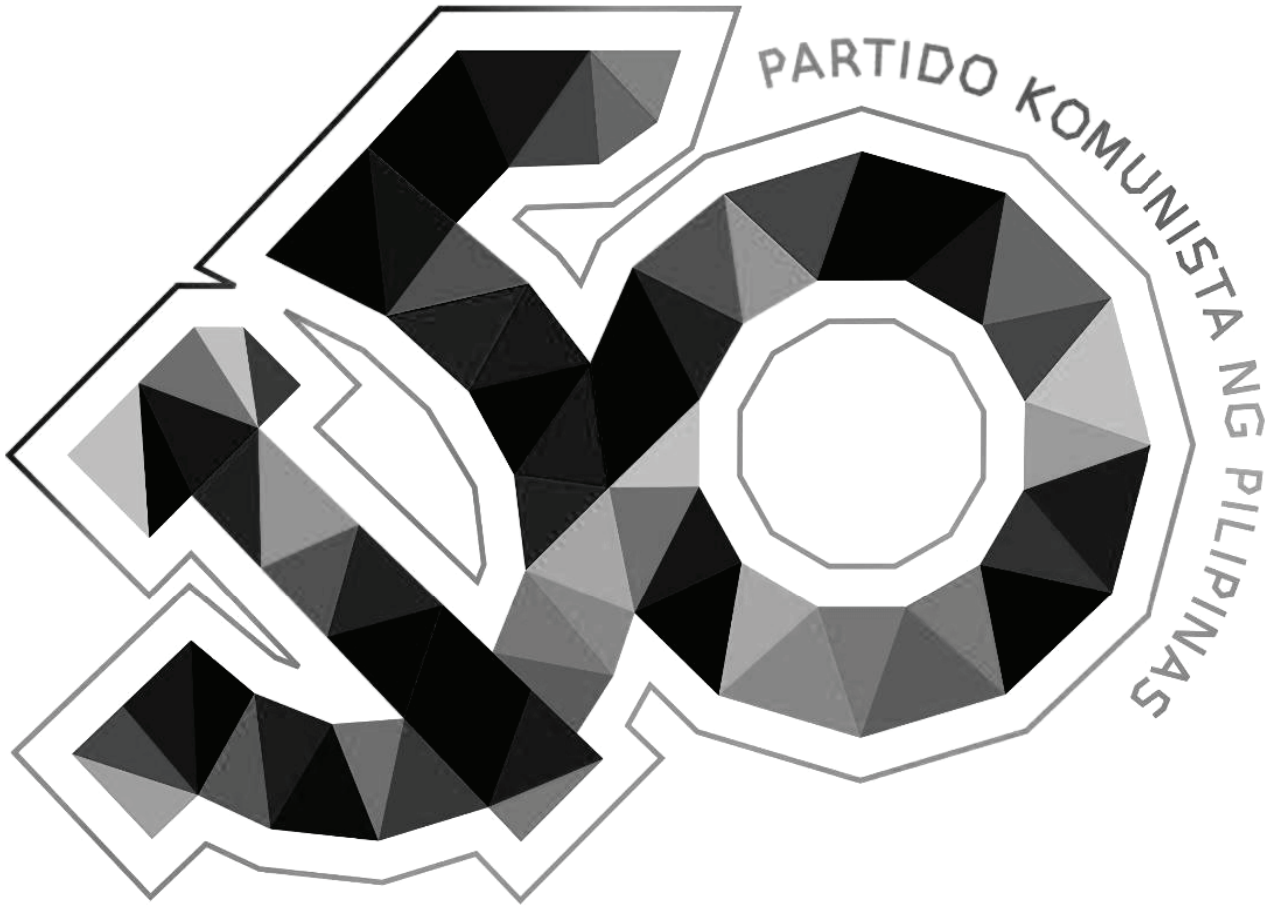
Contre la répression on est pas tou.tes seul.es !

La lutte antifasciste est internationale !

Le Groupe Antifasciste Lyon et Environ réitère son soutien aux camarades de la Cellule Antifasciste Révolutionnaire d'Auvergne et des Jeunes Révolutionnaires, faisant objet des mêmes attaques policières pour les mêmes motifs.



26 DÉCEMBRE 1968
26 DÉCEMBRE 2018



Vive le cinquantième anniversaire du

PARTI COMMUNISTE DES PHILIPPINES

À l'intérieur d'un camp maoïste : une "ville" au milieu d'une forêt du Jharkhand



En 2010, Alpa Shah, professeur d'anthropologie, a rejoint un peloton de naxalites qui s'est lancé dans une marche de sept nuits sur 250 km à travers le Bihar et le Jharkhand. Un extrait de son voyage.

Après une heure et demie de marche, un jeune homme vêtu d'un uniforme vert olive, muni d'un vieux fusil en bandoulière, est apparu d'entre les buissons. Derrière lui se trouvaient cinq hommes vêtus de la même façon, distants de plusieurs mètres. Je soupçonnai que c'était le premier poste de garde jusqu'à notre destination.

« Lal salaam, lal salaam (salut rouge, salut rouge) », les salua-t-on les uns après les autres, alors qu'ils nous serraient la main et levaient les poings en l'air. Le dernier soldat portait un t-shirt noir imprimé portant la légende : "Je ne suis pas fiable, inefficace, imprévisible, inorganisé, indiscipliné, immature, mais je suis marrant ! " Un message contrastant avec la ligne disciplinée formée par les soldats pour nous accueillir, cela nous a fait sourire.

Nous avons marché, en passant par deux autres postes de garde, puis nous nous sommes replongés dans un terrain boisé. Soudain, la lumière du petit matin éclata à travers les feuilles des arbres. Je clignai des yeux d'incrédulité. En face de nous, baignés de lumière et encadrés par les collines de granit sur trois côtés, se déroule un spectacle coloré de sentiers entrelacés qui s'allongent comme une toile d'araignée. Taillés dans les arbustes, les sentiers étaient bordés à la hauteur de la taille par des guirlandes de banderoles arc-en-ciel. Fait de papier crépon, prudemment découpé en triangles, soigneusement collé sur des cordes de jute par des douzaines de mains. Des chemins menaient vers les tentes.

J'avais rencontré les maoïstes dans leurs camps à plusieurs reprises dans les forêts du Jharkhand, mais rien n'aurait pu me préparer à cela. C'était une petite ville festive au milieu des forêts vallonnées. J'avais l'impression d'être tombé sur Lindon de Gil-galad, royaume des elfes dans Le Seigneur des Anneaux de Tolkien. Loin des éblouissants gratte-ciel et des centres commerciaux de Gurgaon construits pour dominer définitivement New Delhi, il était tout aussi impressionnant par sa grandeur et son caractère transitoire. Il pourrait être enlevé en quelques heures et aucune trace ne serait décelable à un œil peu familier et mal entraîné.

Les tentes abritaient les différentes sections de l'armée de guérilla. Il y avait aussi une tente médicale, une tente de tailleur et une "salle informatique" composée d'un gros ordinateur portable Dell sale et d'une imprimante grise détériorée, toutes reliées à une batterie de tracteur. À une extrémité, une série de cabines de petites tentes. Des fosses ont été creusées pour les latrines ; une latrine avait même un siège de toilette en porcelaine blanche.

Au centre de la toile se trouvait une grande tente rouge et jaune vif avec un toit vert. Avec des places pour au moins une centaine de personnes, c'était la salle de réunion centrale. Sept photographies noir et blanc encadrées étaient suspendues à un mur de drap rouge. Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong tous alignés. Au-dessous de ces gourous internationaux, se trouvaient Charu Majumdar et Kanhai Chatterjee, les deux dirigeants naxalites des années 1960 que ces guérillas maoïstes ont commémorés en tant qu'instigateurs de la lutte indienne. Toutes les photographies ont été enguirlandées avec soucis. Dans un coin de ce mur de photos, quelqu'un avait épinglé un dessin rudimentaire fait à la main d'une personne tenant une arme à feu pointée sur la tête du Premier ministre Manmohan Singh. À côté se trouvait un portrait similaire de Sonia Gandhi, la présidente du parti du Congrès, née en Italie, qui s'était mariée sous la dynastie Nehru-Gandhi et qui

avait, à l'exception de quelques années, présidé à la politique indienne depuis la séparation du pays d'avec la domination britannique.

Dans l'un des côtés du camp, il y avait un grand espace ouvert – un champ – où au moins 200 jeunes hommes étaient rassemblés. Un groupe courait autour du terrain dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, faisant des pas chassés tous les dix mètres. Un autre groupe faisait la même chose mais dans la direction opposée. Ceux du milieu étaient organisés en dix lignes disciplinées, sautant en l'air avec une synchronisation digne de sauts d'étoiles. C'était l'Armée de Guérilla de Libération Populaire qui effectuait ses exercices quotidiens matinaux.

La cuisine était peut-être la plus frappante de part de son organisation. Des sacs de riz et de lentilles empilés les uns sur les autres formaient deux murs de démarcation, tandis qu'un ruisseau formait une troisième limite. Pour fournir de l'eau potable au camp, un puits avait été ingénieusement creusé dans le bord du ruisseau, fortifié avec de grosses roches et fonctionnait à l'aide d'un système de poulies. Au milieu de la cuisine, trois tranchées de différentes longueurs avaient été creusées. Chacun avait des feux rugissants avec de grandes cuves en aluminium au sommet. Je présumais que du riz et du curry ou des pommes de terre étaient cuits. De jeunes hommes étaient assis par terre, les jambes croisées, préparant des chapattis pour ceux qui ne voulaient pas manger de riz.

Nous étions entrés dans la conférence du Comité d'État des maoïstes, réunion qui avait lieu tous les cinq ans et qui réunissait tous les guérilleros des districts voisins des États de l'Uttar Pradesh et du Bihar. Pour certains, cela avait pris quatorze nuits pour arriver ici. Il était difficile de savoir combien de membres de l'Armée de Guérilla de Libération Populaire se trouvaient à cette réunion, peut-être environ 400. On m'a dit que des conférences similaires étaient simultanément tenu à travers le pays dans d'autres régions du Jharkhand et dans les forêts du centre et de l'est de l'Inde, dans le Chhattisgarh, le Bengale occidental, l'Odisha et l'Andhra Pradesh.

À chaque conférence, les activités maoïstes des années précédentes étaient analysées et évaluées, des plans futurs tracés et des solutions aux problèmes trouvées. C'était le lieu où les décisions cruciales étaient discutées collectivement, avec des débats approfondis, pour être finalement mises aux votes obligatoires pour tous, avec la décision à la majorité. C'était la théorie du moins, théorie qui avait germé lors de la Commune de Paris, et qui avait été appelé "centralisme démocratique" par Lénine, qui l'a utilisé pour construire le parti bolchevik.

Les conférences étaient également le lieu de pratiques de critique et d'autocritique maoïstes. C'étaient les aveux publics élaborés et les dénonciations des erreurs que chaque soldat avait commis ; une tentative de renforcement de la cohésion de groupe et de la discipline utilisées par de nombreux partis d'inspiration maoïste, de l'Armée de Libération Nationale du Zimbabwe aux Khmers Rouges. La conférence a également permis de décider des promotions et de dispenser aux cadres une formation politique et militaire.

Pour les dirigeants maoïstes, c'était avant tout un espace pour redévelopper le sentiment de communauté et l'engagement pour la cause qui unis les guérillas, pour renouer la solidarité. Des combattants dispersés, travaillant dans diverses régions du pays et parfois de manière isolée, se sont réunis pendant quelques semaines, idéalement pour renforcer, former et réformer leurs liens. L'espoir était de créer un microcosme sans castes et sans classes dans la future communauté utopique pour laquelle ils se battaient tous.

Contrairement aux villages indiens divisés en castes, dans la communauté de guérilla, les noms de castes ont été supprimés – chaque individu est devenu un camarade, né sous un nouveau nom. Alors que le respect des aînés devait être démontré en les appelant « dada » ou « didi » (frère aîné ou sœur aînée) ou en ajoutant le suffixe « ji », les différences matérielles étaient gommées. L'idée était que les gens viendrait à la guérilla sans rien et recevraient tout le nécessaire pour leur existence. Un uniforme et un ensemble de vêtements, une couverture, un drap de lit, une bâche, un sac à dos et un savon. La division du travail selon les hiérarchies de caste, de classe et de genre qui existaient dans le monde extérieur étaient également éradiquée. Les corvés de cuisine s'appliquaient à tous, hommes et femmes. Et tandis que les cadres subalternes devaient apprendre à lire, les dirigeants devaient creuser les fosses des toilettes.



Le NDFP condamne les arrestations de Vicente Ladlad et d'autres consultants pour la paix

Le Front National Démocratique des Philippines (NDFP) condamne avec la plus grande fermeté l'arrestation du consultant du NDFP, Vicente Ladlad. Selon les premières informations, Ladlad aurait été arrêtée avec un couple, Alberto et Virginia Villamor, vers minuit le 8 novembre, dans une maison de Dona Tomasa, Barangay San Bartolomé, Novaliches, Quezon City.

Il y a deux semaines à peine, l'épouse de Ladlad, Fides Lim, a déclaré avoir été traquée par des agents de l'Etat soupçonnés de conduire une camionnette Innova argentée portant le numéro de plaque TY 4585 alors qu'elle quittait sa maison. Un contrôle auprès du Bureau des Transports Terrestres a révélé que le numéro est enregistré sur une motocyclette Honda TMX rouge.

Ladlad est le troisième consultant du NDFP à participer activement aux pourparlers de paix à être arrêté par le régime de Duterte.

Il y a moins d'un mois, Adelberto Silva, membre du Comite de Travail Mutuel du NDFP sur les Réformes Sociales et Economiques, a été arrêté avec cinq autres à Sta. Cruz, Laguna, le 15 octobre, lors de consultations sectorielles.

Un troisième consultant, Rafael Baylosis, a été arrêté le long de Katipunan Ave. à Quezon City le 31 janvier.

Les officiers qui les ont arrêtés ont planté des explosifs sur les trois consultants afin de justifier leur détention prolongée pour des infractions non-passibles de peines.

Leurs arrestations constituent des violations flagrantes de l'Accord Conjoint sur les Garanties de Sécurité et d'Immunité (JASIG). Ladlad, Silva et Baylosis sont protégés par le JASIG en tant que consultants du NDFP dûment accrédités, publiquement connus pour participer aux négociations de paix, n'auraient pas dû être surveillés, harcelés, recherchés, arrêtés, placés en détention, traduits en justice ou interrogés, ni victime d'aucune autre action punitive similaire.

Le NDFP exige leur libération immédiate et l'abandon des poursuites pénales retenues contre eux pour mettre fin à leur détention injuste.

Le NDFP demande en outre la libération de quatre autres consultants du NDFP emprisonnés, Rommel Salinas et Ferdinand Castillo, incarcérés dans des locaux du BJMP, ainsi que d'Eduardo Sarmiento et de Leopoldo Caloza, incarcérés au pénitencier national.

Italie: arrestation de la syndicaliste Margherita Calderazzi

Nous transmettons ce message de Taxiki Poria reçu la semaine dernière à propos de l'arrestation de la syndicaliste et militante Margherita Calderazzi en Italie.

Taxiki Poria dénonce l'arrestation arbitraire du 15 octobre 2018 et la mise en résidence surveillée d'un mois de Margherita Calderazzi, célèbre syndicaliste et militante du mouvement des femmes et anti-impérialiste à Taranta, dans le sud de l'Italie.

Margherita Calderazzi est la coordinatrice nationale des comités Slai Cobas de Taranta, membre active des mouvements de résistance locaux, organisatrice des luttes des chômeurs, des immigrés, des femmes et du mouvement anti-impérialiste. Elle a fait l'objet de nombreuses poursuites, ainsi que cette fois-ci, où elle fut accusée d'injure envers un policier alors qu'elle participait à une manifestation de chômeurs devant la mairie.

Taxiki Poria tient à souligner que les poursuites engagées contre Margherita Calderazzi sont liées à la politique réactionnaire, anti-populaire et raciste du gouvernement Di Maio Salvini, qui a pour objectif de supprimer toute possibilité de résistance. Nous demandons la libération immédiate de Margherita Calderazzi. Nous envoyons nos salutations militantes et internationalistes à sa lutte sans compromis et nous appelons toutes les organisations syndicales et sociales de Grèce à exprimer leur solidarité.



Commandez les livres des éditions Soleil Rouge !

Pour toute question ou pour commander :

soleilrouge@gmx.com
SR, 21rue Voltaire,
75011 Paris



Sur la drogue

Dans le système impérialiste, la drogue est un élément important de la vie des masses mais également de l'économie. Dans les pays opprimés où elle est majoritairement produite (90 % de l'opium est par exemple produit en Afghanistan, des chiffres similaires pour la Coca se retrouvent avec le Pérou et la Colombie…) puis transportée, une grande masse de la population est directement opprimée par les mafias impliqués dans le trafic de drogue.

Les drogues les plus dures sont principalement consommées dans les pays impérialistes, et connaissent un développement croissant de leur consommation. Dix pays « développés » par exemple consomment à eux seuls 80 % de la morphine mondiale. On le voit dans tous les quartiers populaires et zones rurales ouvrières ; une grande partie de la population consomme des drogues pour soulager un quotidien sans intérêt, ennuyeux, difficile, ou le corps est attaqué par le travail intense, par la pollution, les maladies liées au capitalisme…

Pour nous, la drogue est une substance qui à un effet sur le cerveau et modifie de manière perceptible le comportement ou les perceptions du consommateur, par exemple le crack, le cannabis ou l'alcool sont des drogues malgré la grande différence de leurs effets sur le corps.

Pourquoi parler de la drogue ? Parce que la drogue est une question de classe. Les prolétaires sont ceux qui sont le plus concernés, en terme d'addiction, mais aussi de dépendance économique (vente de drogues) : certains individus gagnent de l'argent grâce a la dépendance de d'autres individus ; c'est donc un système d'extraction de profits conforme au système capitaliste.

Mais la consommation de drogues est mauvaise pour l'individu car elle nuit à sa santé physique mais aussi à sa santé mentale. La consommation de drogue soulage le quotidien en tuant les prolétaires à petit feu et en les empêchant de lutter. Bien sûr, il est très facile pour un bourgeois de consommer de manière occasionnelle des drogues, lors d'événements particuliers ou de manière irrégulière ; d'abord la drogue est plus pure, de meilleure qualité. Ensuite, tout simplement, la personne aura les moyens de s'en sortir : psychologues, aides diverses et varié, possibilité de thérapies, etc. Un prolétaire n'aura pas ses moyens et au contraire risque simplement de s'abîmer la santé, voir dans les cas extrêmes de perdre son travail, sa famille…

La consommation de drogue est aussi un moyen contre-révolutionnaire. Par exemple dans les années 80 la CIA laisse entrer le crack dans les ghetto noirs des Etats-Unis afin s'opposer à la lutte libératrice des afro-américains organisés par le Black Panther Party. Il est évident qu'une famille qui doit s'occuper d'un « camé » n'a plus d'énergie pour autre chose, et que la personne elle même ne pensera à aucun moment à faire la révolution…

Mais il ne s'agit pas d'un problème individuel ; l'alcoolisme est un mal extrêmement répandu et jamais on ne trouve des alcooliques volontaires, des personnes qui ont elles mêmes choisies de sombrer dans l'alcool. De plus, on ne peut pas dire « je fais ce que je veux, ça ne concerne que moi ». L'entourage est toujours concerné par les problèmes de drogues : répression policière pour les drogues illégales, coût pour les ménages, problèmes de santé ou de sociabilité qui ont des répercussions sur toute la famille, décuplement des violences patriarcales…

Si l'on résume, voilà pourquoi nous nous opposons à la drogue :

d'abord, il s'agit d'un des marchés les moins contrôlés, ou les masses sont les plus opprimés, ou ne s'applique aucun

droit du travail, aucune régulation de la répression et ou la bourgeoisie fait des profit immenses ;

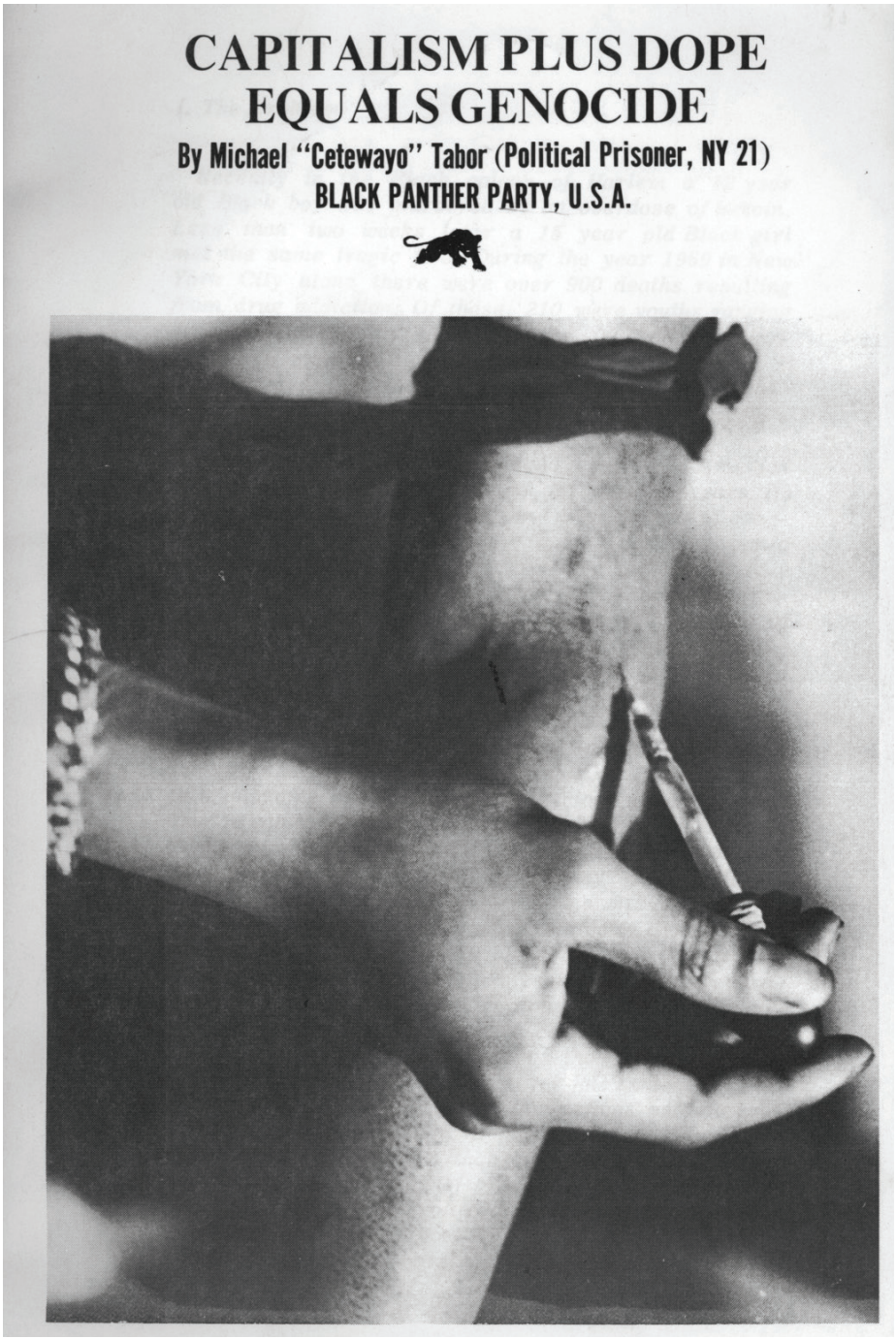
ensuite, parce que les prolétaires sont victimes majoritairement de la drogue, outil contre révolutionnaire par excellence qui soulage le mal être existentiel des sociétés impérialistes tout en empêtrant le prolétariat dans d'autres problèmes. La drogue est comme un marécage qu'il parraît facile de franchir mais où énormément de gens s'embourbent ;

enfin, parce qu'il ne s'agit pas d'une question individuelle ou chacun peut « choisir » en « connaissant les risques » de manière libérale mais une question qui influe sur tous les aspects de la vie et décuple la violence sociale du capitalisme, et toutes les violences cannibales au sein même du prolétariat.

L'état Bourgeois lui même combat la drogue ; mais il ne s'agit pas de « protéger la santé des travailleurs » mais de limiter la consommation pour qu'elle ne prenne pas le pas sur le travail, pour que les capitalistes aient une masse toujours productive de travailleurs et travailleuses potentiels. Ce n'est pas dans un but altruiste ou de « santé publique » que l'Etat « lutte » contre les drogues mais dans le but d'assurer le profit aux capitalistes.

Il suffit d'ailleurs d'observer la corruption dans les plus hautes sphères de l'Etat et de la police et le caractère « social » du trafic qui permet à de nombreux foyers de survivre, pour se convaincre que l'Etat n'a aucun intérêt à lutter réellement contre la drogue et pour une nouvelle culture. ;

Il est donc nécessaire de lutter contre les drogues au quotidien, mais aussi dans la culture en arrêtant de vanter leurs mérites et leur prestige.



Il faut promouvoir des alternatives telles que le sport, la vie en plein air, la culture populaire engagée, la solidarité

Les quartier populaires doivent être des bastions contre les drogues et le mode de vie bourgeois.

Il faut également aider les victimes de la drogue à sortir de leur situation au lieu de les soumettre au harcèlement constant de la police.

Ne te détruis pas, détruis ton ennemi, le système impérialiste !

La discipline et le sport

Pour beaucoup de camarades, la discipline, c'est le bagne, c'est l'usine, c'est la contrainte. C'est normal : dans notre société, la discipline, au quotidien, sert les capitalistes et leurs laquais, nous oblige à respecter les règles, à produire ce que l'on doit produire, acheter ce que l'on doit acheter, et ne surtout pas transgresser les règles du capitalisme. En ce sens, La Cause du Peuple soutient quasiment toujours les actes d'indiscipline des prolétaires : nous disions il y a quelques semaines que les jeunes ont raison d'être absentéistes, par exemple.

La bourgeoisie, elle, n'a pas besoin de discipline dans son quotidien. Les bourgeois font ce qu'ils veulent, quand ils veulent et où ils veulent. Et ils essayent de faire croire que ce mode de vie parasitaire est bon en sois, et que faire ce qu'on veut, ou on veut, sans prendre en compte les autres, comme les enfants gâtés qu'ils sont, est une bonne chose.

Nous, les révolutionnaires, nous pensons que la discipline est nécessaire pour le développement des instruments

de la Révolution, pour la construction de toutes les organisations nécessaires.

En effet, pour toute organisation qui se forge dans le feu de la lutte des classes, la discipline est primordiale. Dans un monde ou les pays basculent dans le fascisme les uns après les autres, on ne peut immaginer d'organisation capable de résister basée sur la bonne volontée quotidienne de chaque individu, sur les « désirs individuels » et sur l'abscence totale de contrainte.

Même dans notrequotidien de militants, nous avons besoin de nous assurer denombreuses choses : que tel camarade soit présent à l'heure, que tel autre fasse le travail qui est attendu de lui, etc. Aucunfonctionnement démocratique ne peut se baser sur l'absence dediscipline. La démocratie, c'est le choix collectif, le faitd'accepter librement d'appliquer les décisions majoritaires.

Les révolutionnaires veulent détruire l'Etat Bourgeois et lui faire la guerre. Sans une discipline de fer, il ne peut y avoir d'organisations révolutionnaires, ou même d'organisation démocratiques, capable de résister à l'Etat ou de faire leur travail quand les masses se mettent en mouvement. Cette opinion est relativement communément admise chez nombre de révolutionnaires.

Toutefois, de nombreuses personnes pensent que la discipline de fer ne peut s'obtenir que par la contrainte. D'autres, au contraire, pensent que la discipline ne peut être que totalement librement consentie. Ils'agit selon nous de deux erreurs.

La discipline, c'est d'abord la conviction que l'organisation est nécessaire et qu'en respecter les règles est utile. Pour cela, il faut faire confiance aux camarades, aux responsables, et à sois même. Tout cela ne tombe pas du ciel.

Cela demande du travail, dans tous les domaines. C'est pour cela que les organisations proches de la Cause du Peuple tentent de développer des aspects de convivialité, de sport rouge, de débat… Ainsi, chaque individu, chaque personne membre peut s'impliquer dans diverses activités, prouver aux autres et à elle même qu'elle est disponible et ne fera pas faux bon ; le sport permet d'éduquer le corps à la discipline, à l'obligation de faire tout le chemin ; les débats, cours théoriques, etc, permettent de s'assurer que chaque camarade comprend son rôle, l'accepte, et peut discuter de chaque point et de chaque problème. Ainsi, si tout le monde est d'accord, l'organisation à la légitimité de forcer les camarades à faire ce qu'ils ont dit qu'ils faisaient, à les réprimander en cas de manquement à leur parole. Ce n'est pas à sens unique : les individus doivent comprendre, et encourager le fait que chacun remplisse correctement son rôle, prenne des initiatives et fasse appliquer les décisions.

Le sport est dans le sens de la discipline un élement important : il nécessite, pour progresser, une discipline importante : dans la préparation des cours, mais également dans l'application. Il oblige, parfois, à une certaine souffrance pour arriver à son objectif. Il oblige à une meilleure hygiène de vie. Les clubs de sport rouge sont les lieux idéals pour montrer aux masses que l'on est discipliné, sérieux, d'y faire de la propagande pour la nécessité de s'organiser, pour le refus de la drogue, pour montrer que le capitalisme ne prend pas soin de la santé. Il est également un lieu important pour combattre le virilisme, permettre donc aux camarades femmes de se sentir à l'aise, et donc de prendre part à la discipline générale.

Il est important de comprendre les multiples aspects de ce problème, pour que chaque organisation puisse prendre en main cette question, et donc renforce le fonctionnement global de l'organisation. C'est une question où il faut utiliser la dialectique et bien comprendre le double aspect de chaque problème pour avancer.

Construisons la discipline prolétarienne !
Développons le sport rouge !



Culture

Poèsie

Citroën

À la porte des maisons closes C'est une petite lueur qui luit… Mais sur Paris endormi, une grande lumière s'étale : Une grande lumière grimpe sur la tour, Une lumière toute crue. C'est la lanterne du bordel capitaliste, Avec le nom du tôlier qui brille dans la nuit.

Citroën ! Citroën !

Lanterne du bordel capitaliste, 1933

C'est le nom d'un petit homme, Un petit homme avec des chiffres dans la tête, Un petit homme avec un sale regard derrière son lorgnon, Un petit homme qui ne connaît qu'une seule chanson, Toujours la même.

Bénéfices nets… Millions… Millions…

Une chanson avec des chiffres qui tournent en rond, 500 voitures, 600 voitures par jour. Trottinettes, caravanes, expéditions, auto-chenilles, camions…

Bénéfices nets… Millions… Millions…Citron… Citron

Et le voilà qui se promène à Deauville, Le voilà à Cannes qui sort du Casino

Le voilà à Nice qui fait le beau Sur la promenade des Anglais avec un petit veston clair, Beau temps aujourd'hui ! le voilà qui se promène qui prend l'air.

Il prend l'air des ouvriers, il leur prend l'air, le temps, la vie Et quand il y en a un qui crache ses poumons dans l'atelier, Ses poumons abîmés par le sable et les acides, il lui refuse Une bouteille de lait. Qu'est-ce que ça peut bien lui foutre, Une bouteille de lait ? Il n'est pas laitier… Il est Citroën.

Il a son nom sur la tour, il a des colonels sous ses ordres. Des colonels gratte-papier, garde-chiourme, espions. Des journalistes mangent dans sa main. Le préfet de police rampe sous son paillasson.

Citron ? … Citron ? … Millions… Millions…

Et si le chiffre d'affaires vient à baisser, pour que malgré tout Les bénéfices ne diminuent pas, il suffit d'augmenter la cadence et de Baisser les salaires des ouvriers

Baisser les salaires

Mais ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches, Ceux-là gardent encore une mâchoire de loup Pour mordre, pour se défendre, pour attaquer, Pour faire la grève… La grève…

Vive la grève !

Jacques Prévert, 1933

abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **cdp@framalistes.org**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à cdp@framalistes.org !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com

causedupeuple.info